

**L'hon. M. Stanfield:** Aujourd'hui c'est vous qui êtes au pouvoir.

**L'hon. M. Olson:** En tout cas, voilà les faits. Pendant ces deux années-là en outre, les récoltes ont battu tous les records. En 1966, nous avons eu près de 840 millions de boisseaux et peut-être grâce aux efforts du gouvernement—je préfère dire aux efforts de la Commission canadienne du blé—nous avons pu disposer de la plus grande partie de cette récolte sans qu'il y ait eu d'excédent. A mon avis, c'était un exploit.

Le député a ensuite abordé d'autres problèmes. Pour lui épargner la peine de faire des recherches, je lui dirai aussi qu'à partir du 1<sup>er</sup> août, début de l'année-récolte, jusqu'à la fin d'octobre nos exportations ont augmenté de 25 p. 100 par rapport à l'année dernière. Elles se sont accrues de quelque 23 millions de boisseaux comparativement à celles d'un an passé, et ont atteint pendant cette courte période le total d'un peu plus de 94 millions de boisseaux.

**M. Horner:** L'honorable ministre me permettrait-il une question?

**L'hon. M. Olson:** Le chef de l'opposition ne s'est pas soucié de faire ses devoirs à ce sujet.

**M. Horner:** Le ministre me permettrait-il une question?

**L'hon. M. Olson:** Le député aura toutes les occasions voulues de poser des questions de toutes sortes.

**M. Horner:** Il s'agit seulement d'une brève question.

**M. le vice-président:** A l'ordre, s'il vous plaît.

**L'hon. M. Olson:** J'ai des pages et des pages de questions, monsieur le président.

**M. le vice-président:** A l'ordre, s'il vous plaît. Le député de Crowfoot pose la question de...

**L'hon. M. Olson:** Monsieur le président, j'aimerais répondre au député d'après avoir répondu à toutes les questions qu'on m'a déjà posées.

• (9.00 p.m.)

Le chef de l'opposition s'est plaint que le gouvernement n'a rien fait, face à une certaine difficulté qui se posait aux producteurs de maïs du sud-ouest de l'Ontario. Je tiens à lui dire que non sans une certaine difficul-

té—et il le sait—nous avons fixé la valeur imposable du maïs entrant au Canada au prix des États-Unis de \$1.05 en monnaie américaine, f.a.b. Chicago.

**L'hon. M. Stanfield:** Où?

**L'hon. M. Olson:** Je peux apporter une pile de lettres et prouver que les producteurs de maïs et les gens pratiques et renseignés dans cette région ont déclaré que cette mesure avait porté leurs prix de 11 à 12c. le boisseau en dix jours. En fait, le prix du maïs à Chatham hier était de \$1.17½ pour la qualité uniforme et il est de \$1.21 pour la livraison en mai et de \$1.23 pour la livraison en juillet. Les cours à terme sont donc un peu plus élevés. Ce n'est peut-être pas suffisant. L'est-ce jamais assez? Mais ces chiffres indiquent que le chef de l'opposition n'est pas en rapport avec les gens au courant dans cette partie du Canada. (*Applaudissements*)

Il s'est mis ensuite à ressasser les plaintes qu'on ne cesse de répéter à la Chambre depuis quelques jours au sujet du séchage du grain, et du grain gourd et humide. Il a dit qu'on n'avait rien fait et qu'en général, le gouvernement n'assumait pas ses responsabilités à l'égard de ce grave problème. Je le contredis catégoriquement. Je viens de passer trois jours dans l'Ouest canadien. J'ai passé quelque temps avec les délégués au congrès du Syndicat du blé de l'Alberta qui s'est tenu à Calgary et j'ai assisté à deux assemblées qui ont réuni à Brandon des cultivateurs de toute la province. Le ministre de l'Agriculture du Manitoba y était. J'ai parlé au ministre de l'Agriculture de la Saskatchewan chaque jour depuis trois jours. Il y a d'autres événements en cours en Alberta et il est difficile de rencontrer le ministre à l'heure actuelle, mais j'ai essayé de le voir, lui aussi.

**M. Nowlan:** Le regrettez-vous?

**L'hon. M. Olson:** Je dis au chef de l'opposition que c'est là une de ces déclarations en l'air, qui ne se fondent sur aucun fait véritable. En réalité, la Commission canadienne du blé et la Commission des grains ont convoqué des réunions, de concert avec les ministères provinciaux de l'Agriculture qui, comme il se doit, ont assumé une part raisonnable de la responsabilité pour régler ce problème, imités en cela par l'industrie des grains tout entière. Ils ont joué un rôle actif dans l'espoir de résoudre ce problème en temps voulu. C'est pourquoi je n'aime pas et je n'accepte pas qu'on accuse les intéressés d'incurie.

Par ailleurs, monsieur le président, en plus de toute l'aide que peuvent offrir le ministère